



Compte rendu de l'Assemblée générale de la Commission Interméditerranéenne

27 juin 2014 - Venezia (Veneto-Italie)

Au nom du Président de la Région Veneto, **Roberto Ciambetti**, Conseiller régional du Veneto, souhaite la bienvenue aux participants. Il rappelle le contexte méditerranéen et les nombreux défis auxquels le bassin se trouve actuellement confronté, et appelle à la mobilisation des acteurs en faveur du développement économique, de la lutte contre le chômage, de la défense de l'environnement, autant d'éléments clés pour l'avenir. Dans le nouveau paysage institutionnel européen qui s'annonce, la Commission Interméditerranéenne va devoir poursuivre le travail engagé. À cette occasion, il remercie en particulier la Région Catalogne, en tant que présidence de la Commission Interméditerranéenne, pour son engagement dans les travaux.

Joana Ortega, Vice-Présidente de la Région Catalogne et Présidence de la Commission Interméditerranéenne, souhaite à son tour, la bienvenue aux participants. Elle met au vote le compte rendu de la réunion plénière de Saint-Malo (septembre 2013) qui est approuvé à l'unanimité, et introduit la première session de travail.

Session 1 – Pour une feuille de route pour les stratégies macro-régionales en Méditerranée: Stratégies en cours et émergentes, de la géographie aux piliers thématiques et aux actions concrètes

Table ronde sur la proposition de feuille de route de la Commission Interméditerranéenne et le point de vue de la Commission européenne

Joana Ortega résume l'activité des derniers mois sur cette thématique prioritaire pour la présidence de la Commission Interméditerranéenne et en particulier la publication du [rapport de la Commission Ecoter de l'ARLEM](#) sur une politique de cohésion pour la Méditerranée. Elle rappelle les coopérations et les nombreux contacts établis avec nos partenaires euro-méditerranéens (UpM, ARLEM, CLGU, Arco Latino), ainsi que les différents documents produits par la Commission Interméditerranéenne sur la stratégie macro-régionale ([Déclaration finale-Barcelona 2013](#) et [Déclaration final-Patras 2014](#)). **Joana Ortega** fait également état des avancements de la stratégie adriatico-ionienne et des perspectives de la stratégie alpine, qu'il nous faut prendre en considération dans notre projet de stratégie méditerranéenne.

Joana Ortega fait ensuite référence à un autre document primordial dans les travaux de la Commission Interméditerranéenne sur ce thème: [la feuille de route pour les stratégies macro-régionales en Méditerranée](#). Il s'agit d'un document de base pour toutes les actions que nous devons réaliser, en particulier auprès des institutions européennes et de nos gouvernements respectifs. Elle rappelle que des contacts ont déjà été établis, en particulier auprès de la présidence italienne du Conseil, et qu'un séminaire est prévu pour octobre/novembre 2014 sur l'approche macro-régionale en Méditerranée. L'idée étant d'arriver à un éventuel compromis du Conseil qui puisse lancer les premiers travaux de définition et de coordination des acteurs dès 2015.

Joana Ortega résume enfin les grandes idées de cette stratégie méditerranéenne: une stratégie à géométrie variable qui se baserait sur la capitalisation d'expériences de coopération, tout en rendant possible une implication progressive de l'ensemble du bassin; une stratégie basée sur le concept du "Step by step"; une stratégie qui établisse des synergies avec les programmes de coopération territoriale européenne et transfrontalière et qui travaille sur une gouvernance multiniveaux; et enfin une stratégie qui se concentre sur un certain nombre de thèmes: environnement, changement climatique, énergie; PME, formation et emploi; croissance bleue et PMI; accessibilité et flux migratoires; gouvernance démocratique, appui à la décentralisation et qualité des services publics.

Joana Ortega insiste sur l'importance du consensus régional et local dans le bassin méditerranéen pour faire avancer la coopération dans une cohérence de stratégies, de politiques et de priorités indispensables pour un développement territorial durable et une croissance inclusive.

Annika Annerby Jansson, Présidente de la CRPM et Présidente de la Région Skåne, souligne la valeur ajoutée de la CRPM sur les stratégies macro-régionales et le rôle clé que les régions peuvent jouer dans ce processus. Elle indique que la CRPM est la seule organisation régionale conçue sur l'idée même des stratégies macro-régionales. Ces stratégies permettent à une variété de parties prenantes de résoudre des problématiques propres aux territoires et de répondre aux préoccupations réelles qui existent dans un bassin maritime qui est aussi un bassin de vie pour des populations. Elle insiste sur la définition souple et flexible de la gouvernance, où l'UE coordonne les activités dans et avec les territoires qui visent à développer des projets clés de haute valeur ajoutée européenne et socio-économique. L'objectif reste le renforcement de la cohésion territoriale, sur toute une zone dans laquelle les gens vivent ensemble, tout en augmentant l'emploi et en s'adaptant aux problématiques, besoins et spécificités des territoires. **Annika Annerby Jansson** conclue sur l'idée que les stratégies macro-régionales doivent être mieux reliées aux acteurs régionaux qui souhaitent concrètement investir au cœur de ces territoires.

Jozef Stahl, de la Commission européenne-DG Regio, fait un rappel sur les stratégies macro-régionales, en particulier celle qui concerne l'espace adriatico-ionien. Il rappelle le succès des stratégies déjà lancées et les thématiques prioritaires, comme la croissance bleue. Il évoque ensuite les liens avec les stratégies maritimes existantes et avec l'ensemble des acteurs concernés. Il insiste enfin sur les priorités financières qui doivent se voir déclinées dans une nouvelle génération de programmes. Il indique que la Commission européenne est prête à apporter sa contribution par des aides stratégiques, une évaluation des programmes, par des analyses diverses, dans la gestion des nouveaux programmes transnationaux. Enfin il conclut en indiquant que les stratégies macro-régionales répondent à un choix, pas à des obligations. Et que des résultats concrets et un impact clair sur la vie quotidienne des citoyens sont particulièrement attendus, pour la croissance et l'investissement.

Christos Theophilou, de la Commission-DG MARE, fait ensuite une [présentation](#) sur les perspectives pour EUSAIR et les stratégies émergentes, en mettant un accent particulier sur les aspects maritimes. Il rappelle les différents piliers de la stratégie, en particulier ceux qui concernent la croissance bleue et le tourisme, mais également ceux qui concernent l'aquaculture, les énergies marines ou les biotechnologies bleues. Il détaille ensuite l'impact positif pour les Régions dans la gestion durable du littoral ou de la pêche ou pour ce qui concerne les questions de sécurité maritime ou de bio-diversité. Ces initiatives et projets présentent donc un intérêt fort pour les pays de la zone adriatico-ionienne et la stratégie répond aux besoins de cadrage qui se faisaient sentir pour la gestion de ces thématiques. EUSAIR représente donc une démarche intégrée pour les Régions de cet espace.

Table ronde sur les réactions et perspectives pour EUSAIR et les stratégies émergentes des programmes de coopération territoriales et des Régions de la Commission Interméditerranéenne

Jean-Claude Gayssot, Vice-Président de la Région Languedoc-Roussillon et Vice-Présidence de la Commission Interméditerranéenne, introduit cette session. Il se félicite tout d'abord de la bonne représentation des Régions membres pour cette Assemblée générale, remercie le Veneto pour son accueil et la Catalogne pour l'engagement dans les travaux de la Commission Interméditerranéenne. Il rappelle qu'il faut développer le lien entre la société civile et les institutions européennes, via la gouvernance multi-niveaux et via les organisations régionales, afin de garantir succès et réussite à tous les investissements. La crise économique actuelle appelle une nouvelle organisation et de nouvelles réponses, et une concentration sur des priorités clairement définies. **Jean-Claude Gayssot** rappelle les débats de Patras sur la stratégie adriatico-ionienne, et plus largement sur la stratégie macro-régionale en Méditerranée, ainsi que les dates à venir, en particulier sous présidence italienne du Conseil. Il y voit l'occasion de replacer la Méditerranée au centre du débat européen.

Roberto Ciambetti, pour la Région Veneto, fait une [présentation](#) sur les synergies avec la macro-région alpine EUSALP. Le pari sur cette stratégie vient de la base, des Régions, l'«action pilote espace alpin » en a été le précurseur. Nous avons eu une accélération au cours des deux dernières années pour la mise en place de la stratégie. L'idée de base a été présentée en 2012 au Commissaire pour la politique régionale, M. Hahn. Au vu de l'intérêt exprimé par les acteurs clés, elle a été présentée au Conseil et en décembre dernier nous avons eu le feu vert pour la préparation du plan d'action EUSALP (pour 47 Régions issues de 7 États). Il s'agit d'un des éco-système les plus complexes et les plus vastes de l'UE. Il représente donc un grand défi pour l'Europe, tant d'un point de vue historique qu'administratif. La macro-région alpine se base également sur la nouvelle organisation post-globalisation au niveau de la société et de l'emploi. Le pari vise une gouvernance multi-niveaux qui soit en mesure d'optimiser les nombreuses ressources existantes dans cet espace. Le rôle des Régions a été fondamental pour cette stratégie si on la compare à celles déjà existantes. Le plan d'action s'orientera vers trois thèmes stratégiques pour une « société verte ». Le lien avec la stratégie adriatico-ionienne et avec la stratégie pour la Baltique et le Danube semble fondamental.

EUSALP est centrale par rapport aux corridors européens et le lien avec EUSAIR et d'autres stratégies émergentes éventuelles en Méditerranée est nécessaire. **Roberto Ciambetti** souligne le rôle clé de la Région Veneto dans les relations avec les pays de la zone et avec le reste de la Méditerranée. Outre les corridors terrestres, les autoroutes de la mer sont particulièrement importantes et il est évident que la Méditerranée a une position clé pour l'Europe. En conclusion, identité, culture et société sont à la base des relations que nous pouvons établir pour le futur.

Georgios Aggelopoulos, Vice-Président de la Région Dytiki Ellada et Vice-Président de la Commission Interméditerranéenne, expose le développement de la stratégie EUSAIR. Il rappelle la nécessité d'une cohésion européenne et une évolution des mentalités partant de synergies individuelles pour une coopération organisée, une dissémination des savoirs, un partage dans l'utilisation des ressources, l'exploitation d'opportunités communes et la gestion de problèmes communs. Il souligne l'importance d'une approche «*bottom-up*» afin d'assurer une gouvernance multi-niveaux et de répondre aux besoins des différentes Régions dans la macro-région. Par rapport aux stratégies pour la zone baltique ou du Danube, le début de la stratégie EUSAIR coïncide avec la nouvelle période de programmation. Nous avons par conséquent l'opportunité d'intégrer les objectifs de la stratégie macro-régionale dans les politiques, les programmes et les instruments de financement de la nouvelle période. Nous avons également la possibilité de préparer un plan d'action efficace pour EUSAIR sur la base de ses quatre piliers. Les principes horizontaux définis sont l'impact sur le changement climatique, la gestion du risque pour les catastrophes naturelles, la recherche et l'innovation pour le développement et la création d'emplois durables, et enfin la communication et la sensibilisation du public. **Georgios Aggelopoulos** met l'accent sur le 1^{er} pilier de la stratégie et sur les résultats du Bureau politique de la Commission Interméditerranéenne à Patras (Grèce), en soulignant le sujet de la destruction des armes chimiques syriennes. Il exprime enfin le soutien de la Région de Dytiki Ellada sur les stratégies macro-régionales, les échanges de bonnes pratiques et la prise d'initiatives.

Luca Palazzo, pour la Région Sardaigne et le programme ENPI CBC Med, excuse l'absence du président Pigliaru, et intervient sur la stratégie territoriale et les perspectives pour la coopération régionale transfrontalière dans le bassin méditerranéen. 14 pays sont réunis pour le programme ENPI CBC Med. La Syrie n'en fait plus partie, mais l'Algérie participe. La coopération en Méditerranée est donc possible. Trois appels à propositions ont été lancés et nous avons reçus 3 billions d'euros de demande de financement pour seulement 200 millions d'euros de disponibilité. L'intérêt des acteurs a toujours été croissant. De nombreux projets non financés ont tout de même été mis en place grâce à un travail en réseau. Un résultat que l'on n'attendait pas pour le projet et qui est très positif. En termes de participation, le programme est également un succès (95 projets sur différentes thématiques clés, 700 acteurs publics et privés qui travaillent ensemble en particulier pour la promotion des PME). Il nous faut aujourd'hui améliorer l'efficacité du programme. Par rapport à l'espace alpin, nous avons besoin d'un cadre juridique macro-régional, et parfois les perceptions sont différentes entre les pays participants. À titre d'exemple, l'Egypte et la Tunisie n'ont pas souhaité travailler sur les transports dans le cadre de la coopération CBC Med. Il existe des visions différentes sur bien des sujets et sur les stratégies macro-régionales, mais nous continuons d'apprendre. 2014 est une année de réflexion pour améliorer l'ensemble et aller vers une nécessaire concentration thématique. Dans le programme actuel, nous avons essayé de trouver des solutions via un appel à projets pour des projets stratégiques dans le cadre duquel 19 projets ont été financés sur la gestion de l'eau et des déchets, sur le littoral, les produits agricoles ou le tourisme durable. Pour le nouveau programme, nous y avons passé une année et demie mais nous avons réussi à placer la copropriété au centre des thèmes, en concentrant les travaux sur deux thèmes principaux : la promotion du développement socio-économique et la réponse aux défis environnementaux. Depuis peu, les priorités sont présentées sur le site internet. Nous devons désormais construire le programme sur la base des projets déjà développés dans le cadre de la capitalisation (plusieurs événements ont été organisés en ce sens). Le rôle des antennes du programme sera fondamental dans la nouvelle programmation, ainsi que la collaboration avec certains programmes comme le programme Med ou autres, qui pourront nous apporter beaucoup.

Tarja Richard, coordinatrice du STC du programme Med (Région PACA) expose dans sa [présentation](#) les priorités du nouveau programme Med. Elle explique que nous nous trouvons désormais dans la phase finale de négociations pour les nouveaux programmes et rappelle les grands chiffres et les grandes thématiques de la coopération. Elle expose les nouvelles possibilités de financement et les nouvelles associations avec le secteur privé, et détaille ensuite les trois thématiques principales (Innovation et développement économique, économie à faible émission de carbone et développement durable), ainsi que les axes prioritaires de la coopération en Méditerranée qui vise à renforcer la gouvernance dans le bassin. Ces axes ont été négociés et formulés avec les représentants des États membres. Ils sont détaillés dans la présentation. **Tarja Richard** présente ensuite l'approche par modules, et l'approche qualité de la démarche, et conclut sur l'idée que ces axes prioritaires doivent servir de support pour une action et des projets stratégiques, ainsi que pour appuyer une dynamique politique qui aille dans le sens de la macro-région méditerranéenne.

Dans sa [présentation](#), **M^a Victoria Palau Tárrega**, Directrice générale des relations européennes de la Generalitat Valenciana, présente tout d'abord les activités de la Région de Valence en tant que Bureau de liaison ENPI MED et Interact Point. Elle rappelle la gestion des fonds, le travail sur la capitalisation de projets et l'impulsion des groupes de travail Med et ENPI. Elle précise le rôle d'Interact en tant

que plateforme de débat en Méditerranée qui permet d'échanger des idées entre les acteurs et de regrouper les bonnes pratiques parmi les projets de coopération territoriale. L'objectif étant de d'échanger sur des expériences à grande échelle, d'améliorer la qualité des projets, de mieux répondre aux défis et d'appuyer la dimension stratégique en Méditerranée. **M^a Victoria Palau Tárrega** détaille ensuite l'activité de la Région de Valencia dans le cadre de la stratégie EUSAIR et précise la position de la Région dans le cadre de la stratégie macro-régionale méditerranéenne. Elle rappelle le soutien apporté aux travaux de la Commission Interméditerranéenne sur ce sujet. Pour la Région de Valence, les thématiques les plus importantes s'orientent autour des questions de d'emplois, de croissance durable, d'amélioration de la vie des citoyens et des questions maritimes.

Mohamed Sadiki, Vice-Président de la Région Rabat-Salé-Zemmour-Zaer, présente sa réflexion sur les perspectives de la stratégie macro-régionale sur la rive sud de la Méditerranée. Selon lui, le concept de macro-régions porte encore de nombreuses ambiguïtés, même si l'idée d'une action coordonnée en vue de répondre à des défis communs pour une meilleure cohésion territoriale semble aujourd'hui acquise. Il paraît nécessaire de préciser certaines analyses multidimensionnelles, de préciser les modalités de la coordination et d'organiser une meilleure communication, en particulier en rive sud. **Mohamed Sadiki** fait référence aux objectifs de la Déclaration de Barcelone et du partenariat euro-méditerranéen, objectifs qui malheureusement n'ont pas été atteints en particulier du fait de la situation géopolitique dans le bassin. Aujourd'hui les pays et les collectivités locales de Méditerranée ont le devoir de conjuguer leurs efforts pour que nous fassions tous de la Méditerranée un espace de prospérité et de paix. Les pays de la rive sud ont clairement besoin d'infrastructures fortes, de formation pour les populations, et de l'affirmation de valeur de démocratie locale. **Mohamed Sadiki** conclut ensuite par une présentation de différents projets de coopération mis en place dans la Région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer, en particulier des projets pour la jeunesse.

Joana Ortega lance le débat autour de ces deux premières tables rondes.

George Alexakis remercie tout d'abord la CRPM pour l'importante contribution dans le cadre de la stratégie EUSAIR. Il s'interroge ensuite sur la valeur ajoutée de la stratégie macro-régionale pour chaque Région, en termes d'infrastructures et d'emplois, par exemple, et sur les solutions présentées. Il rappelle que la Région de Crète dans la consultation (questionnaire) a présenté l'«isolement en tant qu'île» comme un problème transrégional pour la macro-région adriatico-ioniennne. Il se demande si les choix relatifs à la macro-région seront faits par l'UE, les États membres ou les Régions et sur le sens à leur donner comme problème européen, national ou régional. Il s'interroge également sur le fait de considérer la macro-région adriatico-ioniennne comme un programme MED et sur le fait de comparer les programmes EUSAIR aux programmes MED. Enfin il conclut sur le fait que les macro-régions peuvent représenter l'avenir de l'UE et que la macro-région méditerranéenne pourrait être sub-divisée ou spécialisée entre l'ouest, le centre et l'est du bassin.

Dans le cadre du débat et sur les sujets précédents, **Maria Dina Tozzi** souligne la nécessité d'un travail sur le terrain pour la mise en oeuvre de la feuille de route sur les macro-régions en Méditerranée. Elle trouve la proposition d'Interact intéressante et considère qu'il faut y voir une opportunité. Elle rappelle que de nouveaux programmes de coopération sont en route et qu'ils donnent les moyens et l'ambition de se placer dans le cadre des stratégies macro-régionales proposées. Il est nécessaire de croiser les priorités pour obtenir une concentration thématique et par ailleurs, elle estime qu'il faut également organiser des rencontres avec les décideurs politiques en développant donc un travail de synergie avec Interact et en construisant un chemin cooptatif entre visions technique et politique. Elle rappelle que derrière la maturité de la stratégie adriatico-ioniennne, il y a eu un travail politique important et qu'il faut maintenant passer à la vitesse supérieure.

Dans sa conclusion, **Joana Ortega** insiste sur l'idée que les macro-régions sont un choix pour le développement des Régions méditerranéennes. La consolidation des macro-régions répond à des besoins importants de coopération territoriale et transfrontalière pour l'avenir de nos Régions. Elle souligne l'ambition du projet et le travail important réalisé par la CRPM et la Commission Interméditerranéenne. Elle remercie également les représentants des programmes de coopération qui nous appuient dans la démarche et rappelle le défi de travailler à la feuille de route pour la mise en place de ces stratégies dans l'espace méditerranéen. **Joana Ortega** termine sur la perspective de l'événement qui va se tenir en novembre prochain, sous présidence italienne, sur le thème des macro-régions et de la croissance bleue, ainsi que sur la possible réunion à organiser à Bruxelles avec les représentants des pays méditerranéens

Annika Annerby Jansson termine pour rappeler le rôle de la coopération en général et plus particulièrement en Méditerranée pour un chemin vers la paix et la solidarité. Elle rappelle l'importance d'un projet constructif où tous les niveaux de la gouvernance soient représentés et souligne le travail des Commissions géographiques de la CRPM qui ouvrent en ce sens.

Session 2 – Med Spring – Table ronde sur les thématiques du projet : pour un dialogue constructif en STI entre les Régions de l’UE et les pays partenaires de la Méditerranée

Voir résumé dans le document annexe (en anglais uniquement).

Présentation des projets clés pour la CIM et perspectives

Núria Bedos, pour la Generalitat de Catalunya, fait une [présentation](#) du projet pilote COM&CAP MarinA-Med dont l'objectif est de capitaliser et de communiquer sur une série de projets transversaux dans le domaine maritime. Elle rappelle le détail du partenariat (CRPM, Régions Catalogne et Molise, Arc Latin et Avitem) qui se déroulera sur une année et dont la réunion de lancement est prévue le 15 juillet 2014 à Marseille. **Núria Bedos** insiste sur l'aspect positif de ce projet qui réunit de nombreux acteurs méditerranéens pour aboutir à une série de publications et en particulier à un document politique final. Enfin elle présente les différents événements de communication et capitalisation prévus au cours de l'année dans le cadre de ce projet.

Sur ce sujet, **Davide Strangis**, Secrétaire exécutif de la Commission Interméditerranéenne, conclut la présentation du projet et précise sa méthodologie et la valeur ajoutée des activités de capitalisation et communication ainsi que les groupes ciblés les plus importants. Ce sera un projet qui offrira à la Commission Interméditerranéenne et ses membres des informations clés pour l'implémentation des politiques maritimes sur le territoire ainsi que l'opportunité d'élargir le réseau de contacts multiniveau et la possibilité d'influer clairement dans l'implémentation du prochain programme Med.

Damien Périssé, Directeur à la CRPM, fait une [présentation](#) du projet Vasco da Gama et de ses perspectives pour la Méditerranée. Il rappelle l'objectif du projet qui vise à une revalorisation des carrières maritimes, en particulier via la création d'un Erasmus maritime à travers les Régions puisqu'elles disposent de compétences en termes d'éducation et de formation. Les objectifs prioritaires répondent à trois défis dans le domaine du transport maritime: la sécurité maritime, la réduction de son impact environnemental et une croissance plus importante du secteur. Le projet Vasco da Gama permettra enfin de lancer les bases d'une mobilité européenne dans le domaine maritime et d'augmenter la coopération entre l'industrie et l'éducation/formation. **Damien Périssé** présente ensuite les partenaires méditerranéens du projet et en particulier les thématiques sur lesquels ils sont impliqués. Il identifie les objectifs principaux du projet et évoque en particulier un questionnaire élaboré par la CRPM qui permettra de mieux les cibler. Les membres de la CIM sont invités à participer. Enfin **Damien Périssé** évoque la possibilité d'une déclinaison méditerranéenne du projet et de l'initiative politique globale qu'il y a derrière. Ce projet pourrait également faire partie des initiatives clés dans le cadre de la coopération macro-régionales.

Davide Strangis invite les Régions intéressées à répondre au questionnaire de Damien et précise que sur la dernière possibilité d'élargir Vasco da Gama vers la rive sud, des échanges ont déjà été établis avec l'UpM, des réseaux universitaires comme UNIMED ou d'autres organisations qui travaillent pour la mobilité des jeunes en 2013. Un intérêt est apparu chez les acteurs clés et nous allons voir comment développer cette idée de coopération intéressante qui met en relation des autorités publiques, le secteur de la formation et les jeunes avec des organismes privés du maritime.

Approbation des messages politiques de l'Assemblée générale de Venise

Joana Ortega rappelle ensuite les grands points des différents documents qui sont soumis au vote de l'Assemblée générale: la [Déclaration finale de Venise](#), la [Feuille de route pour les stratégies macro-régionales en Méditerranée](#) et la [Déclaration de Ljubljana](#): *“Répondre aux défis relatifs à l'efficacité énergétique et à l'énergie renouvelable dans les bâtiments méditerranéens”*¹.

Apostolos Papafotiou fait référence à la géométrie de la Méditerranée et au fait que deux macro-régions (à l'ouest et à l'est) ont résulté de ce découpage. Puisque les objectifs de ces macro-régions seraient la création d'une macro-région plus large, les stratégies concernant les macro-régions partielles devraient être en lien et prise en compte pour la formulation de la macro-région méditerranéenne intégrée. Il indique que la création de cette macro-région intégrée aidera l'UE à mieux prendre en compte cette partie de l'Europe.

Jean-Claude Gayssot demande un amendement à la Déclaration finale de Venise au 4^{ème} paragraphe de la partie qui concernent les institutions européennes. Il demande que l'on remplace «mesures d'austérité» par des «mesures de rigueur» afin de ne pas être en contradiction avec nos démarches.

¹ Déjà approuvée par le Bureau politique lors de sa réunion à Patras en mars 2014

Roberto Ciambetti souligne que pendant ces deux journées nous avons tous démontré notre engagement moral, politique et culturel pour répondre à la crise. L'éthique dans l'action est fondamentale pour créer des relations fructueuses avec les citoyens. Nous sommes à l'origine d'un changement réel, dans une stratégie méditerranéenne qui puisse répondre aux problèmes environnementaux et sociaux. Et il nous faut abandonner l'austérité pour passer à une politique de responsabilité et d'engagement.

Dans ce sens, **Roberto Ciambetti** s'engage à appuyer politiquement la déclaration de la Commission Interméditerranéenne de Venise et à faire part de ses recommandations et réflexions au Président de la Conférence des Régions italiennes. L'objectif est d'obtenir un soutien et de la mettre à l'ordre du jour des travaux de la stratégie pour la Méditerranée. **Roberto Ciambetti** rappelle également qu'il faut redonner de l'éthique et de la morale à tout le processus et que nous devons être acteurs de notre histoire.

Roberto Ciambetti conclut en remerciant la présidence pour le travail et l'organisation de l'Assemblée. Il souligne que nous ressortons de ces réunions plus riches dans nos esprits et forts d'un engagement à investir fortement dans différents secteurs pour le bien-être de nos citoyens.

La [Déclaration finale de Venise](#), la [Feuille de route pour les stratégies macro-régionales en Méditerranée](#) et la [Déclaration de Ljubljana](#) sont approuvés par l'Assemblée générale de la Commission Interméditerranéenne.

Questions internes à la Commission Interméditerranéenne

Joana Ortega introduit cette session en insistant sur la nécessité de rationaliser les travaux des groupes de travail dans le cadre du prochain mandat qui débutera en septembre. Dans la mesure du possible, il semblerait utile de fusionner certains groupes car il est difficile de faire «vivre» les sept groupes actuels et il nous semble utile et positif de générer des synergies sur plusieurs thèmes. Le débat pourrait être lancé pour la prochaine réunion de la Commission Interméditerranéenne en septembre prochain ou pour la prochaine réunion du Bureau politique. **Joana Ortega** passe ensuite la parole aux différents coordinateurs de groupes de travail pour une synthèse de leurs travaux.

Chiaria Criscuoli, pour la Région Toscane, Ufficio Giovanisì résume les activités du groupe «Politiques pour la jeunesse». Elle rappelle la nécessité de synergie et de réseau entre les Régions de la Commission Interméditerranéenne pour mieux connaître et systématiser les politiques. En ce sens, le groupe a essayé de regrouper les bonnes pratiques et elle remercie à l'occasion les Régions qui ont contribué entre 2013 et 2014, en particulier lors de la réunion de la veille. La crise actuelle concerne et touche les jeunes et les territoires, et il faut trouver des solutions sur la base de nos spécificités. L'objectif est de créer des synergies pour un document politique commun que nous présenterons aux institutions européennes. Le programme «Youth guarantee» qui vient de commencer, tout comme le YEI, représentent de belles opportunités. La phase clé est l'identification et la réorientation des jeunes, en parallèle à l'intégration par le travail. La définition d'un profil, la bonne compréhension des compétences des jeunes est fondamentale, tout comme le lien avec les offres d'emploi sur les territoires. Compte tenu du fort taux de chômage, la garantie pour les jeunes n'est pas suffisante pour résoudre la situation. Il faut accroître la coopération et concevoir de nouvelles stratégies comme le *co-working*. Nous devons travailler concrètement pour répondre à la crise depuis nos territoires. L'ensemble du tissu productif doit être engagé dans le processus: en premier lieu les entreprises mais également les collectivités territoriales. Le groupe souhaiterait pouvoir présenter des projets communs au niveau européen afin de poursuivre le travail d'échange entre les politiques et les Solutions.

Chiaria Criscuoli évoque par ailleurs une initiative de réseau entre les associations de jeunes et les collectivités locales et régionales en Méditerranée. Une rencontre avec plus de 100 jeunes des deux rives est prévue pour les 24 et 25 septembre prochain à San Rossore dont les thèmes clés s'orientent sur une meilleure intégration et participation des jeunes en Méditerranée sur la formation, l'emploi et la politique.

Iban Rabassa, pour la Generalitat de Catalunya, résume les activités du groupe «Coopération territoriale et stratégies macro-régionales», et fait référence à la feuille de route actualisée qui va orienter les travaux pour les prochains mois. Il rappelle l'objectif du groupe qui vise à replacer la Méditerranée au cœur du calendrier européen et appelle à la mobilisation des membres de la Commission Interméditerranéenne pour obtenir l'appui des États membres de l'UE dans la mise en place de notre stratégie, mais également pour y intégrer nos collègues de la rive sud afin de renforcer nos actions. **Iban Rabassa** rappelle ensuite les échéances sous présidence italienne afin d'arriver à la validation d'une stratégie macro-régionale pour la Méditerranée ce qui permettrait la déclinaison de nos projets dans une programmation financière. Il reprend l'idée des synergies à mettre en valeur entre les différents groupes dans le cadre de nos réflexions sur la cohésion territoriale, le tout dans l'objectif d'une prospective commune et d'une réponse optimale aux demandes de nos citoyens.

M^a Victoria Palau Tarrega, pour la Generalitat Valenciana, reprend les activités du groupe «Eau». Elle rappelle le plan d'action du groupe voté en juin 2013 qui oriente essentiellement les travaux du groupe sur la mise en place de la Directive Cadre Eau, sur une représentation dans les principaux forums

européens qui traitent de la question de l'eau, et sur les échanges de bonnes pratiques. Elle annonce la prochaine réunion du groupe, possiblement les 11 et 12 septembre 2014 à Alicante et indique qu'une position politique est en cours de préparation.

Guillaume Huet, pour la Région PACA, reprend les grandes lignes des travaux du groupe « Politiques maritimes intégrées ». Il rappelle tout d'abord les conclusions du programme Maremed et précise l'approche transversale du groupe qui évolue sur tous les aspects des politiques maritimes : sécurité, pêche, environnement, transport... Il se réfère ensuite à l'élaboration de la Charte de Bologne et décline les quatre axes de travail du groupe : développement d'un système de gestion des données communes, durabilité des ressources stratégiques, développement des politiques de recherche et d'innovation, et enfin gestion des changements climatiques, y compris d'un point de vue financier. **Guillaume Huet** insiste sur la nécessité de travailler en synergie au sein des différents groupes de travail de la Commission Interméditerranéenne, mais également dans les contacts auprès des institutions européennes. Il rappelle les actions de *lobby* menées par le groupe pour placer la problématique maritime au cœur des programmations européennes. Et il conclut par l'annonce d'une conférence pour novembre 2014 sur l'utilisation des données géographiques et spatiales dans le cadre de la planification spatiale maritime.

Davide Strangis présente l'état des travaux et les calendriers des groupes «Efficacité Énergétique et Énergies Renouvelables» pour la Région Sardaigne, «Transports» pour la Région Murcie et «Tourisme durable et culture» pour la Région Anatoliki Makedonia kai Thraki (voir les comptes rendus de ces groupes de travail dans cette [présentation](#)). Il met l'accent sur les travaux du groupe Transports en ce qui concerne les corridors du RTE-T (participation dans les forum des 6 corridors qui concernent la Méditerranée, à leur gouvernance, synergies sur les projets prioritaires pour les Régions). Pour le groupe sur l'énergie, il rappelle le travail de capitalisation sur les projets Elihmed, Marie etc et la charte de Ljubljana en faveur d'un modèle de gouvernance multiniveaux pour l'efficacité énergétique dans les constructions dans le bassin et les pistes pour renforcer les liens avec la rive sud. Une rencontre est prévue à Barcelone le 29/30 octobre 2014 dans le cadre du *World Sustainable Building Forum* et une autre à Bruxelles pour la conférence finale d'Elihmed. Pour le groupe sur le tourisme, **Davide Strangis** résume les échanges de la veille sur les perspectives futures du groupe qui s'oriente surtout sur une réflexion concernant les aspects de durabilité du tourisme et sur la base des dernières directives (MSFD, MSP etc.) et communications de la CE. La capitalisation des travaux sur les indicateurs, ainsi que la promotion du tourisme insulaire et des sites recensés au patrimoine de l'humanité sur le territoire de la Commission Interméditerranéenne représentent d'autres lignes de coopération potentielles (à développer avec les régions CIM/CRPM et des interlocuteurs externes). Il s'agit de promouvoir des initiatives techniques et politiques et également des projets concrets à présenter dans le cadre des prochains appels des programmes de CTE.

Les prochaines réunions des groupes seront annoncées par le Secretariat.

L'Assemblée valide ensuite l'**adhésion de deux Régions marocaines: Garb-Charda-Beni-Hsen et Taza-Al Hoceima-Taounate**. Ces deux Régions avaient formalisé leur demande d'adhésion à la CRPM et à la Commission Interméditerranéenne. Cette demande avait été approuvée lors de la réunion du Bureau politique de la CRPM en février 2014 à Leiden (NL) et lors de la réunion du Bureau politique de la Commission Interméditerranéenne à Patras (GR). La demande a été ratifiée par l'Assemblée générale de la Commission Interméditerranéenne de la CRPM.

Abdelalliz Lallej fait une [présentation](#) de sa Région **Garb-Charda-Beni-Hsen** et met l'accent sur l'importance de l'adhésion de sa Région à la CRPM et à la Commission Interméditerranéenne. Il rappelle également les principales caractéristiques de sa Région et certaines activités de coopération déjà mises en oeuvre.

Davide Strangis présente ensuite les **documents financiers** de la Commission Interméditerranéenne: comptes 2013 et état d'avancement du budget pour 2014 qui sont approuvés à l'unanimité. Il est souligné en particulier que la situation budgétaire permet de se doter d'une stagiaire, ainsi que d'une « junior » chargée de projets européens. Il fait également la présentation du [rapport d'activités et les résultats 2013-2014](#)

Sur la base de contacts établis par la CRPM et la Commission Interméditerranéenne, de nouvelles autorités de différents pays euro-méditerranéens pourraient demander à adhérer à la CRPM et à la Commission Interméditerranéenne en 2014/2015. Il informe les Régions des démarches pour la mise en place d'un plan d'action pour 2014. En termes de **calendrier**, les prochaines réunions des organes de décisions de la Commission Interméditerranéenne sont :

- [Réunion plénière de la Commission Interméditerranéenne à Umeå](#) (Västerbotten, Suède) – 24 septembre 2014
- [Réunion du Bureau politique de la Commission Interméditerranéenne à Marseille](#) (Provence-Alpes-Côte d'Azur, France) - 10 décembre 2014

La réunion plénière se tiendra dans le cadre de l'Assemblée générale de la CRPM (24/26 septembre 2014). Pour la réunion du Bureau politique, la Région PACA et le Secrétariat de la Commission Interméditerranéenne étudieront la possibilité de l'organiser en parallèle avec un séminaire de capitalisation du projet COM&CAP MarInA-Med sur les énergies bleues en Méditerranée et avec un événement organisé conjointement avec la Commission Méditerranée de CGLU et de son Bureau sur la contribution méditerranéenne à la réflexion stratégique sur les objectifs de développement durable, les défis climatiques et l'agenda post-2015 (en vue de la COP 21).

Le changement de mandat pour la présidence de la Commission Interméditerranéenne se fera lors de la réunion plénière de septembre 2014. Le Secrétariat de la Commission Interméditerranéenne a adressé un appel à candidatures à l'ensemble de ses membres, en mai dernier. La **date limite d'envoi des candidatures** pour la présidence et pour les délégations nationales au Bureau politique de la Commission Interméditerranéenne est fixée au **24 juillet 2014**.

Les dates de toute autre réunion, initiative ou événement à noter (GT, MarInA-Med, Arlem etc) peuvent être consultées dans le calendrier provisoire adressé aux membres de la Commission Interméditerranéenne par le Secrétariat et régulièrement mis à jour sur le site de notre Commission: [Calendrier de la Commission Interméditerranéenne](#) et sur la feuille de route pour les stratégies macro-régionales en Méditerranée.